

# UNION DES COMORES

*Unité-Solidarité-Développement*

\*\*\*\*\*

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

## RAPPORT D'EXEXUTION BUDGETAIRE POUR L'EXERCICE 2016

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>3</b>
II.1- Au niveau des finances publiques,	3
II.2- Au niveau de l'exécution budgétaire :	4
II.2.1 RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	5
II.2.1.1 RECETTES INTERIEURES	7
Les recettes fiscales	7
<b>Impôts sur les revenus et bénéfices dus aux entreprises ;</b>	<b>9</b>
	<b>9</b>
Impôts sur les propriétés ;	9
	9
Impôts et taxes sur les biens et services ;	9
Droits d'enregistrement et de timbres ;	9
Impôts sur le commerce extérieur ;	9
Droits d'accises	10
<b>Les recettes non fiscales</b>	<b>10</b>
	<b>10</b>
Revenus du domaine ;	10
Droit et frais Administratifs ;	10
Amendes, pénalités et confiscations;	10
Revenus des Entreprises ;	10
Recettes des Préfectures ;	10
Les recettes exceptionnelles,	10
<b>III- DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>10</b>
Dette publique	13
Dépenses courantes	14
Les dépenses en salaires	14
Les dépenses en biens et services	14
Les dépenses en transferts et contributions	14
Les dépenses d'investissements sur financement interne	14
<b>IV- RESULTAT GLOBAL DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>14</b>
<b>V- CONCLUSION</b>	<b>14</b>

# INTRODUCTION

En vertu de l'article 19 de la Constitution, et conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la Loi n°12-009 du 21 juin 2012 et en son article 64 régissant les Opérations Financières de l'Etat, le Gouvernement est tenu de soumettre au vote de l'Assemblée Nationale, un projet de Loi portant Règlement du Budget de l'Etat pour la gestion au titre de l'exercice écoulé.

C'est ainsi que le rapport ici présenté porte sur le règlement de l'exécution du budget 2016, à travers une analyse détaillée du recouvrement des recettes et de l'exécution des dépenses par rapport aux autorisations. Il explique, en outre, l'origine des aménagements de crédits et la nature des résultats constatés.

En effet, Les recettes internes sont réalisées à hauteur de 65 695 645 663 fc, soit un sur plus de 43,30% par rapport aux prévisions et les dépenses courantes primaires sont ordonnancées à hauteur de 45 977 364 267 fc, ceux qui sont pris en charge sont de 45 844 000 0000 fc, dont

41 349 611 425 fc payés, soit 90,2% par rapport aux pris en charge et une annulation de 133 364 267 fc, soit 0,29% du total ordonnancé.

## EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

L'exécution du budget 2016 s'est effectuée dans un contexte socio-économique peu favorable que celui de l'année précédente.

### ***II.1- Au niveau des finances publiques,***

La Loi de Finances 2016 a été articulée, entre autres, autour des axes prioritaires suivants :

- Créer les conditions d'une croissance économique forte et équilibrée susceptible de résorber les déficits existants.
- Poursuivre les réformes des finances publiques engagées dans le cadre de négociation de nouvelle Facilité Elargie de Crédit (FEC).
- Renforcer la gestion de réduction des risques de catastrophes naturelles ;
- Mettre en place un appui financier à la MAMWE
- Créer un fond de solidarité des jeunes au sein du Ministère de l'emploi.

Cette loi de finances était conçue pour atteindre les objectifs macroéconomiques suivants :

- Une croissance économique qui passe de 2 % en 2014, 1% en 2015 et, dans l'hypothèse d'un rattrapage progressif du retard de l'accroissement de l'investissement de 2,2% au titre de 2016 ;
- Une maîtrise de l'inflation autour de 2.5% ;

- Un solde global (base ordonnancement) déficitaire, ramené à 1.71 % du PIB;
- Des recettes fiscales passant de 12.5% en 2014 ; 11.72% en 2015 et à une projection de 12.45% en 2016.
- Une maîtrise des dépenses publiques.

À travers ce budget, le gouvernement avait tenu à la consolidation des équilibres macroéconomiques fondamentaux et à l'optimisation de l'utilité économique et sociale de nos ressources budgétaires, pour donner une bonne image du pays vis-à-vis de ses partenaires intérieurs et extérieurs. D'où relancer l'activité économique à travers le renforcement des PME produisant des biens de substitution aux importations et l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques du pays afin d'améliorer le niveau de vie de la population.

L'assainissement des finances publiques devait s'opérer dans un contexte ferme engageant Le Gouvernement à poursuivre la réforme des administrations fiscales en vue de mieux mobiliser les recettes et renforcer la transparence.

Entre autre la Loi de Finances Rectificative pour 2016 s'était imposée à la suite d'évènements majeurs survenus en fin d'année 2015, juste après le vote de la Loi de Finances 2016, à savoir :

L'octroi de l'Aide Budgétaire par le Royaume d'Arabie Saoudite au Gouvernement Comorien ;

La subvention exceptionnelle accordée aux Communes nouvellement instituées ;

La baisse des recettes intérieures au titre de l'exercice par rapport aux prévisions initiales, compte tenu de la conjoncture économique actuelle ; et

L'augmentation de la masse salariale qui se justifie par la hausse des salaires de l'Armée, l'ouverture de nouveaux postes diplomatiques à l'extérieur, ainsi que les recrutements effectués pendant la période électorale.

## ***II.2- Au niveau de l'exécution budgétaire :***

La Loi de finances 2016 N°15-012/AU adoptée le 28 décembre 2015 et promulguée le 31 décembre 2015 sous le N° 15-240/PR, a subi différentes modifications ; une révision par la Loi de Finances rectificative n° 16-002/AU, adoptée le 14 décembre 2016 et promulguée le 27 décembre 2016 sous le n° 16-274/PR) a vu les recettes internes passer de 48 820 millions de fc à 45 845 millions de fc, soit une hausse de 6% et les dépenses courantes de 49 151 millions de fc à 54 520 millions de fc, soit une baisse de 10,92% par rapport à la loi de finances initiale. Ainsi le solde primaire passe de -331 millions de fc à -8 675 millions fc.

Les recettes intérieures, sont recouvrées à hauteur 65 695 645 663 fc (55 733 220 242 fc de recettes fiscales, 9 960 104 713 fc de recettes non fiscales et 2 320 708 fc de recette exceptionnel), soit un sur plus de 19 850 184 904 fc(43,30%) par rapport aux prévisions et 24,20% du PIB contre 52 792 950 524 fc en 2015, soit 20,26% du PIB.

Parallèlement, les concours extérieurs ont atteint 24 799 000 000 fc, répartis entre aides budgétaires 135 millions de fc et dons-projets 24 664 millions de fc.

**Tableau 1 : Etat récapitulatif de l'exécution du Budget de l'Etat**

Libellé	Budget Initial 2016(1)	Budget Rectificatif(2)	Exécution(3)	Ecart(4)	Taux d'exécution(5)
Recettes (a)	48 820 000 000	45 845 000 000	65 695 645 663	-19 850 184 904	143,30%
Dépenses (b)	49 151 000 000	54 520 000 000	45 844 370 214	8 675 629 786	84,09%
Résultat (a-b)	-331	- 8 675 000 000	19 851 275 449		

### **II.2.1 RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT**

Les ressources du Budget de l'Etat prévues pour 77 796 millions de FC, comprennent 45 845 millions de recettes intérieures et 31 951 millions de ressources extérieures.

**Tableau 2 : Etat des recettes du Budget de l'Etat**

<b>I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL Nature des ressources (montants en KMF)</b>	<b>Budget Initial (1)</b>	<b>Budget Rectificatif (2)</b>	<b>Réalisation (3)</b>	<b>Ecart (4)= (2) - (3)</b>	<b>Taux de Réalisation (%)</b>
Recettes intérieures:	48 820 208 529	45 845 460 759	65 695 645 663	-19 850 184 904	143,30%
- Recettes fiscales	34 869 033 819	35 790 271 161	55 733 220 242	-19 942 949 081	155,72%
- Recettes non fiscales	13 895 301 452	6 655 189 598	9 960 104 713	-3 304 915 115	149,66%
Recettes exceptionnelles	55 873 258	3 400 000 000	2 320 708	3 397 679 292	0,07%
Recettes extérieures: PM	25 552 000 000	31 951 383 250	24 798 857 442	7 152 525 808	77,61%
Recettes extérieures sur projets:	21 552 000 000	21 447 000 000	24 664 000 000	-3 217 000 000	115,00%
- Don projet (y compris Assistance tech)	21 552 000 000	21 447 000 000	134 857 442	21 312 142 558	0,63%
Recettes extérieures d'appui budgétaire	4 000 000 000	10 504 383 250	134 857 442	10 369 525 808	1,28%
- Aide budgétaire	4 000 000 000	10 504 383 250	134 857 442	10 369 525 808	1,28%
- Allègement de la dette (PM)		0	0	0	
Total du Budget Général:	74 372 208 529	77 796 844 009	90 494 503 105	-12 697 659 096	116,32%

<b>II . RESSOURCES COMPTES SPECIAUX TRESOR Nature des sources (Montants en FC)</b>					
Recette intérieures:					
- Recettes à transfère comptes spéciaux Gral					
Total des Comptes Spéciaux Trésor:					

<b>III. RESSOURCES CONSOLIDEES BUDGET DE L'ETAT Nature des sources (Montants en FC)</b>					
Total du Budget Général	74 372 208 529	77 796 844 009	90 494 503 105	-12 697 659096	116,32%
Total des Comptes Spéciaux du Trésor					
Correction pour double comptabilisation					
Total du Budget de l'Etat:	74 372 208 529	77 796 844 009	90 494 503 105	-12 697 659 096	116,32%

Au titre de l'exercice 2016, les réalisations des ressources du budget de l'Etat se sont établies à 90 494 503 105 fc pour une prévision de 77 796 844 009 fc soit un taux de réalisation de sur plus de 16,32% par rapport aux prévisions. Ces réalisations se répartissent entre les recettes intérieures d'un surplus de 43,30% et les recettes extérieures d'un surplus de 15 %.

### II.2.1.1 RECETTES INTERIEURES

Les recettes intérieures prévues pour 45 845 000 000fc, ont été réalisées à hauteur de 65 695 645 663 fc soit 143,30%. Ces recettes se décomposent en recettes fiscales (155,72%), en recettes non fiscales (149,66%) et en recettes exceptionnelles (0,073%) (Voir tab. 2). Néanmoins, le retard de déposition des états financiers des sociétés à l'impôt entraîne l'irrégularité du paiement des revenus des entreprises.

#### Les recettes fiscales

*Prévues pour 35 790 millions de fc, les recettes fiscales* sont recouvrées à hauteur de 55 733 220 242 fc soit un surplus de 19 942 949 fc (55,72%) par rapport aux prévisions et 20,30% du PIB contre 26 116,300 millions de fc en 2015, soit 10% du PIB.

*Il est à noter que la hausse tendancielle des recouvrements des recettes fiscales est due essentiellement aux efforts fournis par la direction générale de douane, mais la situation de la faiblesse de l'administration de l'impôt n'est pas toujours améliorée.*

Les difficultés liées à la mise en pratique effective des réformes structurelles de l'AGID semblent être intimement liées

**Tableau 3 : ETAT RECAPITULATIF DES RESSOURCES DU BUDGET 2016**

CODES	NATURES DES RECETTES	BUDGET INITIAL(1)	BUDGET FINAL(2)	RECOUVREMENT(3)	ECART(4)	TAUX DE REALI
-------	----------------------	-------------------	-----------------	-----------------	----------	---------------

					SATIO N(5)
<b>RECETTES ET DON</b>	<b>74 372 208 529</b>	<b>77 796 844 000</b>	<b>90 494 503 105</b>	-12 697 659 105	116%
<b>RECETTES INTERIEURES</b>	<b>48 820 208 529</b>	<b>45 845 460 750</b>	<b>65 695 645 663</b>	-19 850 184 913	143%
<b>71 Recettes Fiscales</b>	<b>34 869 033 819</b>	<b>35 790 271 152</b>	<b>55 733 220 242</b>	-19 942 949 090	156%
<b>Impôts Directs</b>	<b>8 669 238 651</b>	<b>11 816 177 399</b>	<b>13 010 878 234</b>	-1 194 700 835	110%
711 Impôts sur les revenus et les Benefices dus aux individus	2 013 326 174	2 227 580 099	2 618 035 024	-485 656 337	118%
712 Impôts sur les revenus et les Benefices dus aux entreprises	6 620 070 081	9 575 597 300	10 372 570 191	-957 686 436	108%
713 Impôts sur la propriété	35 842 396	13 000 000	20 273 019	8 193 048	156%
<b>Impôts Indirects</b>	<b>26 199 795 168</b>	<b>23 974 093 753</b>	<b>42 722 342 008</b>	-18 748 248 255	178%
715 Impôts et taxes interieures sur les biens et services	5 130 586 390	3 926 065 392	2 541 755 181	2 537 831 730	65%
716 Droits de timbres et d'enregistrement	1 713 582 599	2 016 916 037	1 810 538 007	273 887 024	90%
717 Impôts sur le commerce extérieur	4 870 834 154	3 646 707 810	6 162 896 220	451 292 187	169%
718 Autres droits d'accises	13 628 150 000	14 081 637 587	31 664 212 434	2 555 542 288	225%
719 Autres recettes Fiscales	856 642 025	302 766 927	542 940 166	41 296 075	179%
<b>72 Recettes non Fiscales</b>	<b>13 895 251 452</b>	<b>6 653 259 598</b>	<b>9 960 104 713</b>	-3 306 845 115	150%
720 Revenus du Domaine	4 046 350 683	622 868 104	369 427 786	5 429 148 550	59%
721 Droits et Frais administratifs	842 185 382	532 551 387	2 557 351 979	-2 024 800 592	480%
723 Amendes, Pénalités et Confiscations	34 146 500	21 467 905	12 127 870	3 953 554	56%
724 Produits Financiers	0	88 471 638	0	-76 471 638	0%
725 Cotisations Sociales	2 501 631 175	0	0		
726 Revenus des entreprises	5 504 000 000	5 172 633 322	6 843 085 790	1 070 366 678	132%
727 Recettes des Préfectures	155 237 712	171 388 669	116 799 569	-27 220 193	68%
729 Autres Recettes non Fiscales	811 700 000	43 878 573	61 311 719	103 769 879	140%
<b>76 Recettes exceptionnelles</b>	<b>55 923 258</b>	<b>3 401 930 000</b>	<b>2 320 708</b>	<b>-9 834 923 098</b>	0%
761 Remise et annulation de la dette	0		0	0	
762 Restitution au trésor somme indûment payée	0	30 000	2 320 708	-21 359	7736%
763 Gains de Change	50 000	1 900 000		-1 889 593	0,00%
764 Autres recettes exceptionnelles	55 873 258	3 400 000 000		-9 833 012 146	0%
<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>25 552 000 000</b>	<b>31 951 383 250</b>	<b>24 798 857 442</b>	7 152 525 808	78%
<b>740 Dons et Budgétaires</b>	<b>25 552 000 000</b>	<b>31 951 383 250</b>	<b>24 798 857 442</b>	-19 426 000 000	78%
7401 Aide bugdetaire	4 000 000 000	10 504 383 250	134 857 442	-13 928 000 000	1,28%
7402 Dons Projets	21 552 000 000	21 447 000 000	24 664 000 000	-5 498 000 000	115%
<b>AJUSTEMENTS</b>	<b>0</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>67 262 000 000</b>	<b>64 619 000 000</b>	<b>80 049 404 623</b>	<b>-15 430 404 623</b>	124%



### Impôts directs

Prévues pour 11 816,177 millions de fc, les impôts directs ont été recouvrés à hauteur de 13 010 878 234 fc, avec un plus value de 1 194 700 835 fc(10%) par rapport aux prévisions.

#### **Impôts sur le revenu et les bénéfices dus aux individus ;**

Ces impôts ont été recouvrés à hauteur de 2 618 035 024 fc, contre une prévision de 2 227 millions de fc, soit une plus-value de 485 656 437 fc.

#### ***Impôts sur les revenus et bénéfices dus aux entreprises ;***

Les impôts sur les sociétés et autres revenus sont établis à 10 372 570 191 fc contre une prévision de 9 576 millions de fc, soit un taux d'exécution de 108% par rapport aux prévisions.

#### **Impôts sur les propriétés ;**

Prévus pour 13 millions de fc, ces impôts ont été réalisés à hauteur de 20 273 019 fc, soit un taux d'exécution de 156%

### Impôts indirects

Ils ont été recouvrés à hauteur de 42 722 342 008 fc, contre une prévision de 23 974 millions fc, soit un taux de réalisation de 178%. Ces impôts indirects sont constitués de :

#### **Impôts et taxes sur les biens et services ;**

Les impôts et taxes sur les biens et services, recouvrés à hauteur de 2 541 755 181 fc, contrairement à 3 926 millions de fc de prévisions, soit un taux de réalisation de 65%.

#### **Droits d'enregistrement et de timbres ;**

Prévus pour 2 017 millions de fc, les droits d'enregistrement et timbres ont été recouvrés à hauteur de 1 810 538 007 fc, soit un taux d'exécution de 90%.

#### **Impôts sur le commerce extérieur ;**

Ces impôts sont recouvrés à 6 162 896 220 fc contre une prévision de 3 647 millions fc, soit un taux de réalisation de 169%, cette augmentions est due essentiellement aux efforts fournis par le *directeur général des douanes par la* révision des conventions d'établissement et la maitrise des exonérations accordées aux diverses sociétés et organismes de façon discrétionnaire.

### **Droits d'accises**

Ces droits et taxes ont été recouvrés à hauteur de 31 664 212 434 fc contre une prévision de 14 082 millions fc, soit un surplus de 2 555 542 288 fc (125%) du à l'acompte de la TC et IS payés au cordon douanier à hauteur de 15 631 617 999 fc.

### **Les recettes non fiscales**

Prévues pour 6 653 millions fc, les recettes non fiscales ont été réalisées à hauteur de 9 960 104 713 fc, soit 150% par rapport aux prévisions. Ces recettes sont constituées de :

#### **Revenus du domaine ;**

Les Revenus du domaine ont été recouvrés à hauteur de 369 427 786 fc contre une prévision de 623 millions fc soit un taux de réalisation de 59%. Cette dégradation ardue est due au non application de la nouvelle Loi sur les droits d'enregistrement, censée faciliter les formalités et, par la suite, encourager très fortement les enregistrements des propriétés.

#### **Droit et frais Administratifs ;**

Prévus pour 533 millions de fc, les Droits et frais administratifs ont été réalisés à hauteur de 2 557 351 9679 fc soit une plus value de 2 024 800 592 fc.

#### **Amendes, pénalités et confiscations;**

Les Amendes, Pénalités et Confiscations ont été recouvrés à hauteur de 12 127 870 fc contre une prévision de 21 millions de fc, soit un taux de réalisation de 56%. Cette moins value est due par une faiblesse au niveau du recouvrement de cet impôt.

#### **Revenus des Entreprises ;**

Prévus pour 5 172 millions de fc, les Revenus des Entreprises ont été recouvrees à hauteur de 6 843 085 790 millions de fc, soit un taux d'exécution de 132%.

#### **Recettes des Préfectures ;**

Elles sont recouvrees à hauteur de 116 799 569 fc contre une prévision de 171 millions de fc, soit 68% par rapport à la prévision. La sous-évaluation de ces recettes est due à l'absence de communication des données par les services compétents.

#### **Les recettes exceptionnelles,**

Les recouvrements au titre de recettes exceptionnelles se sont établis à 2 320 708 fc par rapport à une prévision de 3 401 930 000 millions de fc soit 0,07% par rapport à la prévision. Cette faiblesse de recouvrement est du aux recettes de citoyenneté économique.

### **III- DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT**

Les dépenses du budget de l'Etat prévues à 69 886 millions fc dont : 54 520 millions fc dépenses courantes, 884 millions fc dette publique et 27 402 millions de fc dépenses sur financement extérieur. Elles ont été exécutées à hauteur de 59 082 610 351 fc, soit 85% par rapport aux prévisions.

Cette exécution se répartit entre : dépenses courantes, 45 844 640 330 fc, représentant 77,59% du total, le service de la dette publique : 701 354 692 fc, soit 1,19%, et dépenses d'investissements sur financement extérieur à hauteur de 24 664 000 000 fc, soit 41,74%.

**Tableau 4 : Exécutions des dépenses du Budget de l'Etat**

I. DEPENSES DU BUDGET GENERAL Nature des ressources (montants en KMF)	Budget Initial(1)	Budget Rectificatif (2)	Transferts/virement( 3)		Budget Final( 4)	EXECUTION (5)	Ecart (6)=(4) - (5)	Taux d'exécution (6)=(3)/(2)
			En plus	En moins				
<b>Titre 1: Dette publique</b>	<b>884 325 053</b>	<b>884 325 053</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>884 325 053</b>	<b>701 354 692</b>		<b>79%</b>
- Dette Intérieur	0	0			0	0	0	
Autres emprunts intérieurs auprès des organismes	0	0			0	0		
- Dette extérieur	<b>884 325 053</b>	<b>884 325 053</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>884 325 053</b>	<b>701 354 692</b>	<b>182 970 361</b>	<b>79%</b>
Amortissements des emprunts sur la dette multilatérale	409 742 244	409 742 244			409 742 244	345 511 164	64 231 080	84%
Intérêts des emprunts sur la dette multilatérale	23 051 624	23 051 624			23 051 624	18 497 780	4 553 844	80%
Intérêts des emprunts sur la dette bilatérale	157 623 827	157 623 827			157 623 827	132 933 409	24 690 418	84%
Amortissements des emprunts sur la dette bilatérale	198 907 358	198 907 358			198 907 358	168 690 438	30 216 920	85%
Intérêts et frais financiers sur avances statutaires	95 000 000	95 000 000			95 000 000	35 721 901	59 278 099	38%
<b>Titre 2: Dépenses ordinaires</b>	<b>45 364 000 000</b>	<b>49 346 000 000</b>	<b>877 550 000</b>	<b>394000 000</b>	<b>49829 550 000</b>	<b>43 533 474 490</b>	<b>6 296 075 510</b>	<b>88%</b>
- Dépenses de personnel	24 693 000 000	26 730 000 000	0	0	26730 000 000	25 680 314 479	1 049 685 521	96%
- Dépenses ordinaires (Bien/services)	11 756 000 000	12 674 000 000	817 550 000	334000 000	13157 550 000	9 316 902 299	3 840 647 701	74%
- Transferts et contributions	8 915 000 000	9 942 000 000	60 000 000	60 000 000	9 942 000 000	8 536 257 712	1 405 742 288	86%
<b>Titre3: Dépenses d'investissements</b>	<b>31 167 000 000</b>	<b>32 576 000 000</b>	<b>62 000 000</b>	<b>545550 000</b>	<b>32092 450 000</b>	<b>26 975 165 840</b>	<b>5 117 284 160</b>	<b>83%</b>
- sur financement intérieur	3 787 000 000	5 174 000 000	62 000 000	545550 000	4 690 450 000	2 311 165 840	2 379 284 160	45%
- sur financement extérieur	27 380 000 000	27 402 000 000	0	0	27402 000 000	24 664 000 000	2 738 000 000	90%
<b>Titre 4: Dépenses des comptes Spéciaux du Trésor</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
- dépenses de transfert au Budget Général							0	
Correction pour double comptabilisation								
Dépenses payées sans ordonnancement:								
- Dépenses de personnel								
- Dépenses ordinaires (Bien/services)								
- Transferts et contributions								
- Dépenses d'investissements								
<b>Total du Budget de l'Etat:</b>	<b>77 415 325 053</b>	<b>69 886 521 686</b>	<b>570 320 375</b>	<b>570320 375</b>	<b>69 886 521686</b>	<b>59 082 610 351</b>	<b>10 803 911 335</b>	<b>85%</b>

## Dette publique

Prévu pour 884 325 053 millions fc dont 95 000 000 pour les frais financiers, le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 701 354 392 millions fc soit 79,31% par rapport aux prévisions.

Les échéances exigibles et payés, figurant dans le tableau qui suit, concernent les créanciers multilatéraux, bilatéraux.

**Tableau 5: Situation de la dette publique en 2016**

<b>Dette Publique</b>	<b>PREVISION</b>	<b>EXECUTION</b>
<b>Créanciers Bilatéraux</b>		
<i>MCE</i>	30 216 550	0
<i>Fonds Koweitien</i>	57 198 376	25 174 353
<i>Fonds Saoudien</i>	81 834 900	80 820 418
<i>COFACE</i>	187 281 360	179 554 588
<b>TOTAL I</b>	<b>356 531 186</b>	<b>285 549 359</b>
<b>Créanciers Multilatéraux</b>		
<i>IDA</i>	61 347 743	44 582 562
<i>OPEP</i>	19 059 125	18 896 832
<i>BID</i>	18 900 000	0
<i>BDEA</i>	333 487 000	300 413 300
<b>TOTAL II</b>	<b>432 793 868</b>	<b>363 892 694</b>
<b>Total Dette Extérieure</b>	<b>789 325 054</b>	<b>649 442 053</b>

### **Dépenses courantes**

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 45 844 640 330 fc sur une prévision de 54 520 millions de fc, soit 84,09%. Ces dépenses sont constituées par des dépenses de salaires, dépenses des biens et services, dépenses de transferts et de contributions, ainsi que des dépenses d'investissements sur financement intérieur.

#### **Les dépenses en salaires**

Prévues pour 26 730 millions de fc, les dépenses en salaires ont été exécutées à hauteur 25 680 314 479 fc.

#### **Les dépenses en biens et services**

Les dépenses en biens et services sont exécutées à hauteur de 9 316 902 299 fc contre une prévision de 13 157 millions de fc, soit un taux d'exécution de 70,81%.

#### **Les dépenses en transferts et contributions**

Les dépenses en transferts et contributions ont été exécutées à hauteur de 8 536 257 712fc, contre une prévision de 9 942 millions de FC, soit un taux d'exécution de 85,86%.

#### **Les dépenses d'investissements sur financement interne**

Les dépenses d'investissements prévues pour 4 690 millions fc, ont été exécutées à hauteur de 2 311 165 840 soit un taux d'exécution de 4,93%. La faible exécution du programme d'investissement public, entre autres, a fait réduire les activités économiques.

### ***IV- RESULTAT GLOBAL DU BUDGET DE L'ETAT***

L'exécution du budget a fait ressortir un solde primaire excédentaire de **19 851 275 449 fc** contre une prévision excédentaire de 622 millions de fc. Cet effort est dû à l'engagement des nouvelles autorités à mettre en place des réformes pour améliorer le budget de l'Etat en accompagnant les services des recettes et en créant un comité de suivi budgétaire.

### ***V- CONCLUSION***

Globalement les progrès réalisés au titre de l'exercice 2016 ont atteint les objectifs escomptés, par conséquent, les réalisations de l'exercice budgétaire 2016 ont dépassé largement les prévisions des recettes établies dans la Loi de Finances. Cette situation est due aussi essentiellement à la maîtrise des dépenses et au cadrage des niches fiscales pendant l'exercice.